

ARRÊTÉ DU MAIRE
N° A-2026-317

**Retrait d'une décision de non-opposition à déclaration préalable et refus
de l'autorisation d'urbanisme (N° DP 014 118 25 000930)**

LE MAIRE DE CAEN,

Demande déposée le 12/11/2025	
Par :	FREE MOBILE Représentée par Monsieur Nicolas THOMAS
Demeurant à :	16 rue de la ville l'évêque 75008 PARIS 08
Pour :	L'installation d'une antenne-relais de téléphonie mobile
Sur un terrain sis à :	5 rue du magasin à poudre, 14000 CAEN

N° DP 014 118 25 000930

VU le Code de l'Urbanisme,

VU le Code des relations entre le public et l'administration,

VU le Code de l'environnement,

VU le Plan Local d'Urbanisme en vigueur, notamment le règlement de la zone UBw,

VU la déclaration préalable n° DP 014 118 25 000930 à la société FREE MOBILE délivrée en date du 22/12/2025,

VU l'avis du pôle carrières de la ville de Caen en date du 12/12/2025,

VU la nouvelle instruction du dossier de déclaration préalable,

VU les éléments récemment portés à la connaissance de la ville de Caen,

VU l'absence de réalisation de mesures et travaux utiles à la préservation des personnes et des biens par les riverains permettant de solidifier le front de taille,

CONSIDERANT, tout d'abord, que l'article R.111-2 du Code de l'urbanisme dispose : « *Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.* » ;

CONSIDERANT que le dossier de déclaration préalable n'indique pas de façon suffisamment précise les travaux de raccordement de l'antenne au réseau électrique ;

CONSIDERANT que le gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité n'a pas été consulté préalablement à la délivrance de la décision de non-opposition ;

CONSIDERANT que le terrain d'assiette du projet est situé dans une zone d'anciennes carrières ;

CONSIDERANT que l'avis du pôle carrières de la ville de Caen en date du 12 décembre 2025 indique qu'une étude géotechnique complémentaire est nécessaire en cas d'extension des réseaux nécessitant une mobilisation des sols ;

CONSIDERANT qu'il résulte également de cet avis que « la proximité du front de taille par rapport au projet, impose de prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la sécurité du personnel intervenant sur le site, des riverains et des biens » et qu'aucune pièce du dossier ne permet de satisfaire à cette exigence ;

CONSIDERANT l'arrêté n°A-2024-175 du 13 mai 2024 de mise en sécurité des parcelles section IA n°306 (en partie), n°109 (en partie) et n°110 (en partie) interdisant l'accès sur le périmètre défini, au regard du risque de décrochage de moellons et basculement du muret ainsi que du risque de chutes de pierres provenant du front de taille ;

CONSIDERANT que le projet est susceptible d'avoir un impact sur le front de taille situé autour de la parcelle IA n°306, terrain d'assiette du projet :

- Qu'il n'est pas précisé les mesures envisagées pour éviter l'incidence de l'enfouissement des réseaux sur le front de taille ;
- Qu'il n'est pas précisé les mesures envisagées pour éviter que le projet prévoyant l'utilisation d'une grue pour son installation puis d'une nacelle pour son entretien n'ait un impact sur l'instabilité du front de taille ;

CONSIDERANT qu'il ne ressort pas des pièces du dossier de déclaration préalable que l'opérateur aurait prévu la mise en œuvre de mesures suffisantes pour éviter que l'installation de l'antenne et son entretien n'engendrent un risque pour la sécurité des riverains au regard du front de taille ;

CONSIDERANT qu'en conséquence, au regard de la fragilité des lieux, le projet est de nature à porter atteinte à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance et de son implantation ;

CONSIDERANT, ensuite, que l'article UB 11.1 « Dispositions générales » du PLU de la ville de Caen indique notamment que : « La situation des constructions, leur architecture, leurs dimensions, leur aspect extérieur doivent être adaptés au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains, ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales. » ;

CONSIDERANT qu'il résulte d'une jurisprudence constante du juge administratif que pour rechercher l'existence d'une atteinte au caractère et à l'intérêt des lieux avoisinants, il appartient à l'autorité administrative d'apprécier, dans un premier temps, la qualité du site sur lequel la construction est projetée et d'évaluer, dans un second temps, l'impact que le projet, compte tenu de sa nature et de ses effets, pourrait avoir sur le site ;

CONSIDERANT que le projet d'antenne, situé sur le toit d'un bâtiment implanté en haut du front de taille, sera très visible ;

CONSIDERANT l'absence de dissimulation de l'antenne et/ou d'éléments permettant son intégration dans son environnement ;

CONSIDERANT que compte-tenu de son emplacement et de ses caractéristiques, le projet d'antenne aura un impact significatif sur son environnement ;

CONSIDERANT qu'en conséquence, le projet est de nature à porter atteinte à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales, ce qui méconnaît les dispositions de l'article UB 11 du règlement du PLU ;

CONSIDERANT, enfin, l'absence de prise en compte de la présence de chiroptères dans le front de taille et l'absence d'élément dans le dossier de déclaration préalable permettant de démontrer que le projet auprès de leur lieu de vie constituerait un risque pour leur survie et habitat ;

CONSIDERANT qu'en conséquence de l'ensemble de ces éléments, il est urgent de procéder au retrait de la décision de non opposition ;

CONSIDERANT que la décision de non-opposition doit être retirée pour illégalité.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : La décision de non-opposition à déclaration préalable n°DP 014 118 25 000930, délivrée le 22/12/2025, à la société FREE MOBILE est retirée.

ARTICLE 2 : Il est fait opposition à la déclaration préalable n°DP 014 118 25 000930.

ARTICLE 3 : Tout projet de travaux devra faire l'objet d'une nouvelle demande au titre des autorisations d'urbanisme, s'il y est soumis.

ARTICLE 4 : Monsieur le directeur général des services de la ville de Caen est chargé de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés du maire,

ARTICLE 6 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

La légalité de cette décision peut être contestée. A cet effet, peut être saisi le tribunal administratif de Caen d'un recours contentieux dans un délai deux mois qui suit la date de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Téléréours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Il peut également être formé un recours gracieux ou hiérarchique. Conformément à l'article L. 600-12-2 du code de l'urbanisme, le délai pour introduire un recours gracieux ou hiérarchique contre cette décision est fixé à un mois suivant la date de sa notification. À défaut de réponse de l'autorité compétente dans un délai de deux mois, le silence vaut décision de rejet. L'exercice d'un tel recours gracieux ou hiérarchique ne proroge pas le délai de recours contentieux.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Fait à Caen le **13 JUIL. 2026**

Affiché le

Transmis à la préfecture le **13 JUIL. 2026**

Identifiant de l'acte

Exécutoire le **13 JUIL. 2026**

Notifié le

Le Maire,

Aristide OLIVIER



